

## **AVIS DE MARCHÉ**

### **Marché de services autres**

Directive 2004/18/CE

## **SECTION I: POUVOIR ADJUDICATEUR**

### **I.1) NOM, ADRESSES ET POINT(S) DE CONTACT**

SEMOVIM

Dominique LEFEVRE

Hôtellerie Côte Bleue Le Bateau Blanc - Batiment D B.P. 20218

13698 Martigues Cedex

Tél : +33 442413939

Fax : +33 442413930

Email : siege@semovim-martigues.com

#### **Adresse(s) internet**

#### **Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenus**

MME Sylvie MULLER

SEMOVIM

Le Bateau Blanc - Batiment D B.P. 20218

13698 Martigues Cedex

Tél : +33 442413939

#### **Adresse auprès de laquelle le cahier des charges et les documents peuvent être obtenus**

SEMOVIM

Hôtellerie Côte Bleue Le Bateau Blanc - Batiment D B.P. 20218

13698 Martigues Cedex

URL : <http://www.agysoft.marco-web.fr>

#### **Adresse à laquelle les offres ou demandes de participation doivent être envoyées**

SEMOVIM

Hôtellerie Côte Bleue Le Bateau Blanc - Batiment D B.P. 20218

13698 Martigues Cedex

#### **Adresse de l'autre pouvoir adjudicateur pour le compte duquel le pouvoir adjudicateur agit**

### **I.2) TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR**

autre

### **I.3) ACTIVITE PRINCIPALE**

Tourisme

### **I.4) ATTRIBUTION DE MARCHÉ POUR LE COMPTE D'AUTRES POUVOIRS ADJUDICATEURS**

Le pouvoir adjudicateur agit pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs : Non

## **SECTION II : OBJET DU MARCHÉ**

### **II.1) DESCRIPTION**

#### **II.1.1) Intitulé attribué au marché par le pouvoir adjudicateur**

CONTRAT DE LOCATION GERANCE PARC RESIDENTIEL DE LOISIR YELLOH! LES CHALETS DE LA MER

#### **II.1.2) Type de marché et lieu d'exécution des travaux, de livraison des fournitures ou de prestation de services**

CARRO MARTIGUES

Code NUTS : FR82

#### **II.1.3) Information sur le marché public, l'accord cadre ou le système d'acquisition dynamique**

L'avis concerne un marché public

#### **II.1.4) Informations sur l'accord-cadre**

#### **II.1.5) Description succincte du marché ou de l'acquisition/des acquisitions**

La SEMOVIM a réalisé, dans le cadre d'un bail à construction signé avec la Ville de Martigues, des investissements nécessaires au développement de l'activité de tourisme de plein air. Le parc résidentiel de loisir Yelloh! Les Chalet de la Mer, étant ici précisé que le terme du contrat de franchise est prévue à la fin de la saison 2016, est composé de: - 68 chalets pouvant accueillir entre deux et huit personnes - une aire de vie autour - d'une piscine de 200mètres carrés et de sa pataugeoire - d'un bâtiment polyvalent composé de - trois salles de réception - d'un restaurant avec cuisine ouverte - d'un sauna - un bâtiment d'accueil Le complexe a été achevé en 2006

#### **II.1.6) Classification CPV**

Objet principal : 55200000Objet complémentaire : 55220000

#### **II.1.7) Information concernant l'accord sur les marchés publics (AMP)**

Marché couvert par l'accord sur les marchés publics (AMP) : Oui

#### **II.1.8) Lots**

Division en lots : Non

**II.1.9) Variantes**

Des variantes seront prises en considération : Non

**II.2) QUANTITE OU ETENDUE DU MARCHE**

**II.2.1) Quantité ou étendue globale :**

Marché unique ordinaire

**II.2.2) Information sur les options**

**II.2.3) Reconduction :**

**II.3) DUREE DU MARCHE OU DELAI D'EXECUTION**

48 mois

**SECTION III : RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ECONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE**

**III.1) CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT**

**III.1.1) Cautionnement et garanties exigés :**

Le montant du cautionnement est fixé à 99 030 euros pour le lot 1. De plus, le locataire-gérant devra fournir une garantie à première demande qu'il aura contractée.

**III.1.2) Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent**

Caractéristiques des prix : Prix global forfaitaire. Modalités de variation des prix : Révision Périodique. Annuelle.

Modalité de règlement des comptes : selon les modalités définies au contrat. A réception de facture. Le paiement de la redevance se fera mensuellement et d'avance.

**III.1.3) Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché**

Groupement solidaire. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois : - En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ; - En qualité de membres de plusieurs groupements

**III.1.4) Autres conditions particulières**

Oui, description de ces conditions :

Le marché débutera à compter de la date fixée par l'ordre de service

**III.2) CONDITIONS DE PARTICIPATION**

**III.2.1) Situation propre des opérateurs économiques, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession**

Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ; Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 8 Ord.2005; Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail ; Autorisation spécifique ou preuve de l'appartenance à une organisation spécifique permettant de fournir le service dans le pays d'origine du candidat ; Inscription au registre du commerce et des sociétés (extrait K bis) inscription au registre des métiers (RM) Copie de la carte identité recto verso pour un particulier Copie du casier judiciaire

**III.2.2) Capacité économique et financière**

Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ; Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ; Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi

**III.2.3) Capacité technique**

Projet de contrat de Location-gérance complété, daté et signé Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ; Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat ; Déclaration de candidature et lettre de motivation du postulant Mémoire technique du Projet et des services proposés dont liste exhaustive et tarif des produits proposés à la vente, liste des équipements nécessaires au fonctionnement du projet proposé, Moyen techniques et matériel complémentaires éventuels, mesures relatives au respect de l'hygiène et à l'entretien des locaux et du matériel mis à disposition, présentation du projet commercial avec budget prévisionnel, proposition du plan de communication et animations, liste indicative, à compléter au gré des informations que vous souhaitez voir apparaître dans le mémoire technique certificat de visite des lieux signée par le représentant de la SEMOVIM. Permis d'exploiter HACCP. Pour chaque certificat précité, l'organisme acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent

**III.2.4) Informations sur les marchés réservés**

**III.3) CONDITIONS PROPRES AUX MARCHES DE SERVICES**

**III.3.1) Information relative à la profession**

La prestation est réservée à une profession particulière : Non

### **III.3.2) Membres du personnel responsables de l'exécution du service**

Les personnes morales sont tenues d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargés de la prestation : Non

## **SECTION IV : PROCEDURES**

### **IV.1) TYPE DE PROCEDURE**

#### **IV.1.1) Type de procédure**

Ouverte

#### **IV.1.2) Limites concernant le nombre d'opérateurs invités à soumissionner ou à participer**

#### **IV.1.3) Réduction du nombre d'opérateurs durant la négociation ou le dialogue**

### **IV.2) CRITERES D'ATTRIBUTION**

#### **IV.2.1) Critères d'attribution**

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération

Qualité du projet : 60%

Références professionnelles et motivation du candidat : 40%

#### **IV.2.2) Enchère électronique**

Une enchère électronique sera effectuée : Non

### **IV.3) RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF**

#### **IV.3.1) Numéro de référence attribué au dossier**

15HCB01

#### **IV.3.2) Publication(s) antérieure(s) concernant le même marché**

Non

#### **IV.3.3) Conditions d'obtention du cahier des charges et des documents complémentaires**

Documents non payants

#### **IV.3.4) Date limite de réception des offres ou des demandes de participation**

26/02/2016 à 12 H 00

#### **IV.3.5) Date d'envoi des invitations à soumissionner ou participer aux candidats sélectionnés**

#### **IV.3.6) "Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation**

Français

#### **IV.3.7) Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre**

Durée en jours: 120

#### **IV.3.8) Modalités d'ouverture des offres**

## **SECTION VI : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

### **VI.1) Renouvellement**

Non

### **VI.2) Information sur les fonds de l'Union européenne**

Le marché s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne : Non

### **VI.3) Informations complémentaires**

Les candidats doivent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.minefe.gouv.fr](http://www.minefe.gouv.fr). La transmission des plis par voie électronique n'est pas autorisée pour cette consultation. Les offres peuvent être transmises par lettre recommandée avec accusé de réception ou déposées contre récépissé

### **VI.4) PROCEDURE DE RECOURS**

#### **VI.4.1) Instance chargée des procédures de recours**

#### **VI.4.2) Introduction des recours**

#### **VI.4.3) Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours**

### **VI.5) DATE D'ENVOI DU PRESENT AVIS**

21/12/2015